



Aidspan

Independent observer  
of the Global Fund

## LA COVID-19 PERTURBE LA MISE EN ŒUVRE DES SUBVENTIONS DU FONDS MONDIAL ET L'ÉLABORATION DES DEMANDES DE FINANCEMENT

La pandémie de coronavirus 2019 (COVID-19) a perturbé la prestation de services pour les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose (TB) et le paludisme, selon les résultats [d'une récente enquête sur les programmes soutenus par le Fonds mondial](#) dans 106 pays, publiés le 17 juin 2020. Les perturbations ont affecté environ trois quarts des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que ceux d'Afrique où le fardeau de ces trois maladies est élevé, ont signalé les niveaux les plus élevés de perturbations dans la mise en œuvre des programmes.

Ces résultats ont été corroborés par une récente enquête menée par les réseaux nationaux d'Afrique orientale des organisations de services de santé et de lutte contre le sida ([EANNASO](#)), qui a montré que la pandémie avait perturbé les services des programmes de lutte contre les trois maladies dans toute l'Afrique anglophone. En outre, l'enquête de l'EANNASO a montré que la pandémie avait eu un effet négatif sur le processus d'élaboration des demandes de financement du Fonds mondial en cours.

EANNASO héberge actuellement la plateforme de coordination et de communication du Fonds mondial pour l'Afrique anglophone, [Communauté, droits et genre \(CRG\)](#). Cette plateforme vise à renforcer l'engagement de la société civile et des groupes communautaires dans les processus nationaux du Fonds mondial.

### Objectifs et méthodologie

L'enquête du Fonds mondial est la dernière enquête en ligne bi-hebdomadaire à laquelle répondent les agents locaux du Fonds dans les pays, qui suivent les progrès de la mise en œuvre des subventions au

nom du Fonds mondial. Ces enquêtes bi-hebdomadaires évaluent les risques et les perturbations des programmes à la suite de la COVID-19. Au total, 106 pays ont répondu à cette dernière enquête.

L'enquête EANNASO a évalué la continuité des services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, ainsi que l'engagement de la communauté dans le processus d'élaboration des demandes de financement. Elle a également évalué l'implication et les besoins des communautés et de la société civile en matière de VIH, de tuberculose et de paludisme dans les réponses apportées par les pays à la COVID-19. Elle a également évalué et documenté les violations des droits de l'homme liées aux réponses COVID-19 au sein de la communauté. Au total, 96 personnes de 19 pays africains anglophones ont répondu à l'enquête. La majorité d'entre eux (75 %) étaient engagés dans les processus du Fonds mondial en tant que membres des Instances de coordination nationale (CCM), bénéficiaires principaux et sous-bénéficiaires.

Dans cet article, nous résumons les principales conclusions des deux enquêtes.

COVID-19 a perturbé l'accès aux services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme

Les deux enquêtes ont révélé que la pandémie COVID-19 avait eu un effet négatif sur la transmission du VIH,

Services de lutte contre la tuberculose et le paludisme. Les résultats des deux enquêtes semblent convenir que les services de lutte contre le VIH sont les plus touchés, suivis par ceux de lutte contre la tuberculose, puis contre le paludisme. Selon l'enquête du Fonds mondial, 85 % des programmes de lutte contre le VIH, 78 % des programmes de lutte contre la tuberculose et 73 % des programmes de lutte contre le paludisme ont déclaré les perturbations de la prestation de services. Vingt pour cent des services de laboratoire pour le VIH et la tuberculose connaissent des perturbations importantes ou très importantes. Dans l'enquête d'EANNASO, 96 % des répondants ont déclaré que les services liés au VIH avaient été perturbés, contre 86 % pour les services liés à la tuberculose et 77 % pour les services liés au paludisme.

L'enquête du Fonds mondial a mis en évidence les difficultés liées à la prévention du VIH, aux tests de dépistage du VIH, de la tuberculose et du paludisme, et à la recherche de cas de tuberculose. Les activités de prévention ont été annulées ou retardées, et le personnel médical et de laboratoire a été réaffecté à la réponse COVID-19. L'enquête d'EANNASO avait relevé des défis similaires dans la plupart de ces services. L'enquête du Fonds mondial suggère que les chaînes d'approvisionnement sont pour la plupart fonctionnelles. Cependant, 10 % des programmes de lutte contre le VIH, 9 % de ceux contre la tuberculose et 6 % de ceux contre le paludisme ont fait état d'une pénurie de fournitures médicales et de traitements essentiels. De plus en plus de pays signalent également des perturbations dans leurs systèmes de notification de routine.

Les deux enquêtes ont attribué ces perturbations, en partie, aux mesures prises par les pays pour limiter la propagation du virus, notamment les fermetures, les restrictions sur les rassemblements de personnes et les arrêts de transport. L'enquête du Fonds mondial a également cité d'autres causes telles que la stigmatisation liée à la COVID et la réticence des travailleurs de la santé à s'occuper des personnes soupçonnées d'être atteintes de tuberculose ou de paludisme – qui présentent bon nombre des mêmes symptômes initiaux que la COVID-19. Les clients ne cherchent pas non plus à obtenir des services de santé par crainte de contracter le virus, ainsi qu'en raison des difficultés économiques causées par la pandémie.

Autres résultats de l'enquête de EANNASO

Certaines communautés n'ont pas accès à des informations régulières et fiables sur COVID-19. L'enquête visait à déterminer si les communautés ont accès à des informations précises, actualisées et facilement accessibles sur la prévention, le dépistage et la gestion de la COVID-19. Un peu moins des

deux tiers des personnes interrogées ont reconnu que les communautés de leur circonscription avaient accès à des informations régulières et fiables, qu'elles proviennent du gouvernement ou d'autres sources. Les raisons de l'absence ou de l'accès limité à l'information sont notamment les suivantes :

- l'incapacité à traduire les informations disponibles dans les langues nationales et locales
- un accès médiocre aux informations numériques en raison d'un manque de ressources telles que les ordinateurs, les téléphones compatibles avec Internet et les ensembles de données
- un manque d'informations spécifiques ciblant certaines communautés, telles que les personnes vivant avec le VIH (PVVIH), les travailleurs du sexe et les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH).

Absence de stratégie claire pour atténuer l'impact négatif sur les interventions menées par les communautés

L'enquête montre que les responsables de la mise en œuvre du Fonds mondial et ses partenaires se sont efforcés d'assurer la continuité des services dans le sillage de la pandémie. La plupart des personnes interrogées ont reconnu que la pandémie COVID-19 avait perturbé la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial. Ils ont indiqué que les responsables de la mise en œuvre et les partenaires ont travaillé depuis leur domicile en organisant des webinaires en ligne, en téléphonant, en utilisant les médias sociaux et les courriels, en animant des émissions de radio et en reprogrammant les fonds en fonction de la réponse à COVID-19. Toutefois, certaines des personnes interrogées ont indiqué qu'il n'existait pas de stratégie clairement définie pour atténuer l'impact négatif de COVID-19 sur les interventions menées par les communautés.

Les informations sur la reprogrammation des économies réalisées grâce aux subventions du Fonds mondial ne sont pas accessibles à tous

L'enquête a également cherché à déterminer l'utilité des informations fournies par le Fonds mondial concernant la reprogrammation des économies réalisées sur les subventions en vue de la réponse à la COVID-19. Un peu plus d'un tiers des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir reçu ces informations du Fonds mondial. Les autres avaient reçu l'information et l'avaient trouvée utile. Les responsables de la mise en œuvre prévoient d'utiliser ces informations pour réviser leurs plans de travail et leurs budgets et réorienter les économies réalisées sur les subventions vers la réponse à la COVID-19, intégrer la sensibilisation à la COVID-19 dans la programmation, adopter une approche centrée sur les personnes pour la réponse à la COVID-19 et contextualiser toutes les activités liées à la pandémie.

Interrogés sur l'implication de la société civile et des groupes communautaires dans la reprogrammation des fonds destinés à la réponse à COVID-19, la majorité des répondants (53 %) ont indiqué que ces groupes n'avaient pas été impliqués. Seul un tiers environ des répondants, dont la plupart étaient des sous-bénéficiaires, ont participé à la reprogrammation. Environ la moitié des répondants ne savaient pas comment leur pays utilisait les fonds redirigés vers COVID-19. Ce manque de connaissance pourrait être le signe d'un manque de transparence ou d'une rupture de la communication lorsque la société civile et les groupes communautaires ne sont pas en mesure d'accéder à ces informations.

Impact sur le processus d'élaboration des demandes de financement en cours

Un peu plus de la moitié des répondants ont participé au processus d'élaboration de la demande de financement dans leur pays. La plupart des personnes interrogées ont reconnu que la pandémie avait eu un impact négatif sur le processus d'élaboration des demandes de financement. Toutefois, une petite proportion a déclaré que le processus n'avait pas été affecté. Cette observation provenait principalement de pays, comme le Nigeria, l'Ouganda et le Malawi, qui avaient déjà soumis leur demande de financement dans le cadre du guichet 1 (23 mars 2020), ou de pays où des restrictions strictes sur les déplacements et les rassemblements publics n'avaient pas été instituées, comme le Burundi et la Tanzanie.

La société civile et les groupes communautaires ont mis en place des mesures pour continuer à s'engager dans le processus d'élaboration des demandes de financement. Ces mesures comprennent un engagement virtuel avec les parties prenantes, y compris leurs circonscriptions, les CCM et les fournisseurs d'assistance technique, et des réunions physiques au niveau des districts, conformément aux directives gouvernementales COVID-19.

La plupart des répondants des pays qui n'avaient pas encore soumis leur demande de financement étaient pessimistes ou incertains quant à la possibilité de soumettre la demande de financement à temps. Le rapport a appelé les pays à faire usage des flexibilités du Fonds mondial dans les délais de soumission. En outre, les répondants ont encouragé la société civile et les groupes communautaires à utiliser les innovations existantes pour poursuivre l'engagement des circonscriptions et l'utilisation des possibilités d'assistance technique existantes.

## Conclusion et recommandations

L'interruption de la prestation de services pourrait avoir un effet catastrophique sur la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. En fait, l'enquête du Fonds mondial a noté que les décès dus à ces maladies pourraient doubler dans les années à venir en raison de cette pandémie. L'enquête a préconisé la mise en place de formations, de ressources et d'équipements de protection pour les travailleurs de la santé afin de leur permettre de poursuivre leur travail en toute sécurité.

Le Fonds mondial a mis à disposition des ressources d'une valeur d'un milliard de dollars – soit par la reprogrammation des économies réalisées sur les subventions, soit par le [mécanisme de réponse COVID-19](#) – pour aider les pays à lutter contre COVID-19 et à atténuer son impact sur les programmes de lutte contre les trois maladies. Le Fonds mondial a également introduit des flexibilités dans la soumission des demandes de financement. Les enquêtes ont appelé les pays à utiliser ces ressources supplémentaires et ces flexibilités.

Les pays devront également concevoir des approches innovantes qui permettent de poursuivre les activités de subvention. Par exemple, les exemples d'innovations cités par l'enquête du Fonds mondial comprennent le suivi du traitement de la tuberculose via des smartphones et la distribution de plusieurs mois de traitement aux personnes atteintes du VIH et de la tuberculose. Selon l'enquête d'EANNASO, les populations clés et les autres groupes marginalisés ne doivent pas être laissés pour compte.

Pour en savoir plus:

- [Enquête du Fonds mondial : la plupart des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ont été perturbés par le COVID-19](#), 17 juin 2020

[Read More](#)

---